

---

## La Russie et les pays du « Partenariat oriental » après la guerre en Géorgie

---



Jean-Philippe Tardieu

*Août 2009*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2009**

**ISBN : 978-2-86592-568-1**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [info.eurifri@ifri.org](mailto:info.eurifri@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

---

## **Russie.Nei.Visions**

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou obtenir des informations complémentaires), vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### **Derniers numéros**

– Eva Hagström Frisell et Ingmar Oldberg, « Voisins distants : la présidence suédoise de l'UE et la Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 42, juillet 2009 ;

– Anatoli Vichnevski, « Les enjeux de la crise démographique en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 41, juin 2009 ;

– Aurel Braun, « L'OTAN et la Russie : perceptions des menaces après la Géorgie », *Russie.Nei.Visions*, n° 40, mai 2009.

## Auteur

---

Officier supérieur de l'Armée de terre, le Commandant Jean-Philippe Tardieu poursuit une scolarité au sein de la Division de l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique du Collège de l'enseignement supérieur de l'Armée de terre (CESAT). Dans le cadre d'un partenariat entre le CESAT et l'IFRI, il a été détaché comme chercheur au sein du Centre Russie-NEI, entre septembre 2008 et février 2009. Diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'Institut national des langues et civilisations orientales (russe), il suit les transformations de l'espace post-soviétique.

# Sommaire

---

<b>RESUME .....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>GEORGIE ET UKRAINE : VOLONTE COMMUNE D’ECHAPPER A L’INFLUENCE RUSSE</b> <b>.....</b>	<b>7</b>
UNE VOLONTE PARTAGEE D’EMANCIPATION.....	7
LE CAS GEORGIEN .....	8
LA DIFFICILE RELATION RUSSO-UKRAINIENNE .....	9
QUELLES PERSPECTIVES ? .....	11
<b>AZERBAÏDJAN ET ARMENIE : LES FUNAMBULES.....</b>	<b>13</b>
COOPERATION AVEC L’OCCIDENT .....	13
L’ALLIE ARMENIEN .....	14
L’AZERBAÏDJAN .....	15
LA RELANCE DU PROCESSUS DE PAIX.....	17
<b>MOLDAVIE ET BIELORUSSIE : CHANGEMENT DE CAP.....</b>	<b>19</b>
LE RAPPROCHEMENT MOLDAVE .....	19
LA SURPRISE BIELORUSSE .....	21
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>23</b>

## Résumé

---

L'intervention militaire russe d'août 2008 en Géorgie a suscité un choc dans l'espace post-soviétique, en particulier parmi les républiques situées à l'ouest et au sud de la Russie. En décembre 2008, l'Union européenne a formalisé l'initiative de Partenariat oriental, qui s'adresse à l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Afin de comprendre l'impact de cette guerre, à la fois sur les relations bilatérales de la Russie avec ces pays, et sur l'espace du Partenariat oriental dans son ensemble, cet article analyse les réactions de ces ex-républiques soviétiques à l'offensive russe. Trois types de réponses se dégagent : la persévérance dans la prise de distance par rapport à la Russie, le maintien d'une position d'équilibre entre Moscou et l'Occident, et enfin le changement de cap (du rapprochement à la prise des distances et inversement) vis-à-vis de l'ancien centre de l'Empire soviétique.

## Introduction

---

L'intervention russe d'août 2008 en Géorgie a symbolisé pour plusieurs observateurs étrangers un retour à la « souveraineté limitée » brejnévienne<sup>1</sup>. L'opération russe a été largement perçue comme une tentative de Moscou d'enrayer le mouvement centrifuge d'une des ex-républiques soviétiques les plus pro-occidentales, après plusieurs années pendant lesquelles la Russie a vu comme une menace l'influence croissante de l'Union européenne (UE), des États-Unis et de l'OTAN chez ses voisins<sup>2</sup>. La guerre des Cinq Jours a créé un choc dans les pays post-soviétiques. Certains se sentent particulièrement concernés par l'affaire géorgienne à cause de « conflits gelés » sur leur territoire ; d'autres craignent que Moscou ne cherche à les « punir » de leur rapprochement avec l'Occident, tentative de s'affranchir d'une influence russe héritée du « processus inachevé d'écroulement de l'URSS »<sup>3</sup>. Ces pays de la frange occidentale et méridionale de la CEI obéissent à des logiques distinctes de celles de l'Asie centrale : cette cohérence prend corps dans l'initiative de Partenariat oriental, proposé par l'UE en décembre 2008 à six États (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine), et qui offre le cadre de la présente étude.

Avec la crise géorgienne, la Russie semble avoir renoué avec son « paradigme militariste de puissance »<sup>4</sup>, impression encore accentuée par la crise gazière russo-ukrainienne de janvier 2009 : Moscou a exercé des pressions sur l'Ukraine, jouant sa réputation de fournisseur d'énergie fiable. Ces deux crises, survenues en quelques mois, conduisent à s'interroger sur le projet russe pour cette partie de l'espace post-soviétique. S'agit-il d'« accidents » qui n'ont pas vocation à se reproduire, ou d'un *modus operandi* de la politique extérieure russe, traduisant l'incapacité de Moscou d'imposer autrement son influence ?

Il convient ensuite d'analyser l'impact de la projection de puissance russe à deux niveaux : sur les relations bilatérales de la Russie avec ces ex-républiques soviétiques, qui pourraient désormais considérer la Russie

---

<sup>1</sup> Par analogie avec la doctrine Brejnev, Iouri Fedorov emploie l'expression « doctrine Medvedev » dans « The Sleep of Reason : The War on Georgia & Russia's Foreign Policy », *Association for International Affairs Research Paper*, n° 5, décembre 2008.

<sup>2</sup> Voir l'analyse des objectifs russes par C. Kupchan « Seven Questions: Russia Plays "Realpolitik with Bare Knuckles" », *Foreign Policy online*, août 2008, disponible sur <[www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story\\_id=4448](http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=4448)>. Voir aussi R. Allison, « Russia Resurgent ? Moscow's Campaign to "Coerce Georgia to Peace" », *International Affairs*, vol. 84, novembre 2008, p. 1145-1171.

<sup>3</sup> L. Chevtsova, « Konec epohi : vpered v prošloe ? » [La fin d'une époque : en avant vers le passé ?], *Mir Peremen*, n° 4, 2008, décembre 2008, p. 93-104.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 100.

comme une menace ; puis sur la région elle-même et son positionnement entre les influences russe et européenne.

La guerre de Géorgie a obligé les ex-républiques soviétiques à prendre position sur le différend russo-géorgien. Leurs réactions sont influencées par la nature de leurs relations bilatérales avec la Russie, cristallisées par la crise sans les modifier radicalement. Cependant, les événements de Géorgie semblent être à l'origine d'une nouvelle dynamique dans la région, avec diverses initiatives, tant russes (relance des processus de paix) qu'européennes (Partenariat oriental).

L'examen des réactions des six États à l'intervention russe permet de distinguer trois groupes : les pays toujours décidés à s'émanciper de la Russie (Ukraine et Géorgie), ceux cherchant à conserver un équilibre entre Russie et Occident (Arménie et Azerbaïdjan), enfin, les républiques dont l'attitude envers Moscou a évolué à la suite de la crise (Moldavie et Biélorussie).



## Géorgie et Ukraine : volonté commune d'échapper à l'influence russe

---

Les situations géorgienne et ukrainienne diffèrent à maints égards, mais Kiev et Tbilissi partagent l'expérience de « révolutions de couleur » et la volonté de s'éloigner de Moscou pour s'arrimer à l'Occident. Ces mouvements centrifuges suscitent l'inquiétude et l'hostilité du Kremlin pour des raisons tant politiques qu'économiques, car ces pays de transit des hydrocarbures sont au cœur des enjeux énergétiques européens<sup>5</sup>. La Russie voit diminuer son influence sur ces pays tandis que celle de différents acteurs occidentaux (UE, OTAN, États-Unis) y progresse<sup>6</sup>.

### *Une volonté partagée d'émancipation*

En terme de sécurité la Géorgie et l'Ukraine sont membres du Partenariat pour la Paix (PpP) et bénéficient d'un *Individual Partnership Action Plan* (IPAP) de l'OTAN. Les deux pays ont intensifié leur coopération avec l'Alliance atlantique après l'arrivée au pouvoir des présidents Mikhaïl Saakachvili (2004) et Viktor Iouchtchenko (2005). Le sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008 a confirmé leur vocation à entrer dans l'Alliance, sans toutefois leur donner ni échéance, ni *Membership Action Plan* (MAP). L'Ukraine participe régulièrement à des exercices communs près des sites militaires russes en Crimée. Moscou s'en irrite et menace de rétablir un régime de visas si l'Ukraine adhère à l'OTAN.

Le renforcement des liens entre la Géorgie et l'Alliance atlantique fait craindre au Kremlin l'élargissement de l'OTAN jusqu'à ses frontières méridionales<sup>7</sup>. Résolument décidée à échapper à l'orbite russe, la Géorgie table sur sa coopération poussée avec les États-Unis<sup>8</sup> et Israël<sup>9</sup>. Cette

---

<sup>5</sup> Pour l'Ukraine, voir A. Dubien, « Russie-Ukraine : opacité des réseaux énergétiques », *Russie.Nei. Visions*, n° 19, mai 2007. Pour la Géorgie, voir M. Tsereteli, « The Impact of the Russia-Georgia War on the South Caucasus Transportation Corridor », Jamestown Foundation, 3 mars 2009, <[www.jamestown.org/uploads/media/Full\\_Mamuka\\_RussiaGeorgia.pdf](http://www.jamestown.org/uploads/media/Full_Mamuka_RussiaGeorgia.pdf)>.

<sup>6</sup> Selon L. Chevtsova, le Kremlin utilise l'Occident comme repoussoir pour affermir son pouvoir intérieur, *op. cit.* [3].

<sup>7</sup> Voir le détail des projets sur le site de l'OTAN : <[www.nato.int/issues/nato-georgia/index.html](http://www.nato.int/issues/nato-georgia/index.html)>.

<sup>8</sup> Le coût du programme américain *Train and Equip* est de 64 millions de dollars (chiffres de la Commission des Forces armées du Sénat américain, 10 septembre 2008,

collaboration, selon Moscou, menace la sécurité de la Russie. Ce pays du Caucase est donc devenu l'arène où s'affrontent les intérêts russes, américains et israéliens.

Sur le plan politico-économique, Kiev et Tbilissi se sont rapprochées de l'UE, *via* la Politique européenne de voisinage (PEV), où l'Ukraine paraît un candidat plus probable à l'adhésion<sup>10</sup>. La PEV permet aux deux pays d'échapper à la sphère d'influence économique héritée de l'URSS, qu'incarne la Communauté des États indépendants (CEI). D'ailleurs, Kiev et Tbilissi entretiennent des relations distantes avec cette organisation : l'Ukraine n'a pas signé la charte de la CEI et ne s'estime pas liée par cette communauté, quoiqu'elle y participe de manière sélective<sup>11</sup>. La Géorgie, entrée malgré elle dans la CEI en 1993, l'a quittée après la guerre d'août 2008. Par ailleurs, Tbilissi et Kiev ont fondé le GUAM en 1997 pour créer un contrepoids à la Russie<sup>12</sup>.

L'Ukraine et la Géorgie manifestent donc avec constance leur volonté d'échapper à l'influence russe, au grand dam du Kremlin. Outre ces points communs, les deux pays entretiennent des relations de nature différente avec la Russie : la dissension est plus profonde avec la Géorgie qu'avec l'Ukraine.

## Le cas géorgien

Les relations russo-géorgiennes sont globalement mauvaises depuis la chute de l'URSS. Pour Tbilissi, Moscou veut garder son influence dans le pays, et utilise les territoires séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie comme des leviers pour atteindre ses objectifs régionaux<sup>13</sup>. De fait, les élites russes envisagent difficilement un éloignement de la Géorgie, liée à la Russie presque sans interruption depuis 1801. En outre, Moscou a

---

<[www.america.gov/st/texttrans-english/2008/September/20080910120613eaifas0.5277368.html](http://www.america.gov/st/texttrans-english/2008/September/20080910120613eaifas0.5277368.html)>).

<sup>9</sup> Israël a fourni armes et instructeurs à la Géorgie avant la crise, dans un contexte l'opposant à la Russie sur les questions syrienne et iranienne. « L'aide militaire israélienne à la Géorgie ne se répercutera pas sur les rapports russo-israéliens », RIA Novosti, 7 octobre 2008.

<sup>10</sup> Voir sur ce point K. Longhurst : « Différencier la politique européenne de voisinage : quelles implications pour l'Ukraine ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 32, juillet 2008.

<sup>11</sup> Entretien avec un diplomate ukrainien, décembre 2008.

<sup>12</sup> Acronyme formé des initiales des pays membres (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie). Cette organisation, rebaptisée « Organisation pour la démocratie et le développement économique – GUAM » en mai 2006, est soutenue par les États-Unis et vise à contrebalancer l'influence russe dans la CEI.

<sup>13</sup> Voir pour le rappel historique des relations russo-géorgiennes : T. German, « Abkhazie et Ossétie du Sud : le choc des intérêts russes et géorgiens », *Russie.Nei.Visions*, n° 11, juin 2006 ; N. Jackson, *Russian Foreign Policy and the CIS : theories, debates and actions*, Routledge, New York, 2003, p. 113-139.

justifié son intervention par une possible propagation des troubles au Nord-Caucase dont la stabilité est précaire<sup>14</sup>.

L'occidentalisme sans concession du gouvernement géorgien, l'existence d'un conflit gelé et la multiplicité des enjeux régionaux (économiques, sécuritaires et psychologiques) semblent expliquer l'attitude russe d'août 2008. La guerre géorgienne est, pour cela, une crise spécifique, vraisemblablement peu exportable à d'autres conflits gelés.

Outre l'intervention russe, la Géorgie a ressenti comme une deuxième atteinte à son intégrité la reconnaissance, par Moscou, de l'indépendance des républiques d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie le 26 août 2008. Amputé d'environ 20 % de son territoire, Tbilissi a dénoncé l'attaque contre un État souverain et les exactions des troupes russes. Moscou affirme contre un génocide des Ossètes organisé par la Géorgie, tout en pointant les implications étrangères dans le conflit (américaines notamment<sup>15</sup>). Washington et Tbilissi accusent également Moscou de vouloir renverser M. Saakachvili. Le divorce est donc consommé entre la Russie et la Géorgie : les relations diplomatiques et les liaisons aériennes, maritimes et postales sont rompues début septembre 2008. Les négociations de Genève sur la résolution de la crise restent le seul canal de dialogue. La compétition russo-occidentale à propos de la Géorgie devrait perdurer, les États-Unis ayant annoncé qu'ils continueraient à soutenir Tbilissi<sup>16</sup>, tandis que la Russie entretient deux « protectorats » dans les territoires séparatistes. Outre une base maritime en Abkhazie, Moscou prévoit de déployer 3 800 hommes dans chaque république.

Finalement, le conflit russo-géorgien est surtout politique et porte sur l'attitude de Tbilissi vis-à-vis des influences extérieures, en particulier américaines. Idéologique, ce conflit apparaît difficile à régler par la négociation : la Géorgie se trouve à nouveau dans un *statu quo* face à la Russie. Par contraste, les relations russo-ukrainiennes, quoique difficiles, semblent moins compromises.

## **La difficile relation russo-ukrainienne**

Sans surprise, l'Ukraine a activement soutenu la Géorgie contre la Russie pendant la guerre de 2008. Outre l'aide apportée personnellement à la famille de M. Saakachvili par le président Iouchtchenko, ou la présence de ce dernier à un meeting de soutien à Tbilissi le 12 août, Kiev a fermement condamné les actions russes, tenté de limiter les sorties de la Flotte russe

---

<sup>14</sup> C. King, « The Five-Day War, Managing Moscow After the Georgia Crisis », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2008.

<sup>15</sup> Une partie de l'opinion publique russe pense les États-Unis ont favorisé la guerre pour justifier le déploiement de systèmes anti-missiles en Pologne. O. Antonenko, « A War with No Winners », *Survival*, vol. 50, n° 5, octobre 2008, p. 7.

<sup>16</sup> « Un milliard de dollars d'aide américaine pour la Géorgie », 3 septembre 2008, disponible sur : <[www.lepoint.fr/actualites-monde/un-milliard-de-dollars-d-aide-americaine-pour-la-georgie/924/0/271162](http://www.lepoint.fr/actualites-monde/un-milliard-de-dollars-d-aide-americaine-pour-la-georgie/924/0/271162)>.

de la mer Noire (FMN) depuis Sébastopol, et affirmé que la guerre en Géorgie avait détérioré les relations russo-ukrainiennes<sup>17</sup>. Moscou a qualifié le comportement de Kiev de « rien moins qu'inamical » le même jour<sup>18</sup> et dénoncé les livraisons d'armes ukrainiennes à la Géorgie, y compris après le début des hostilités. Qualifiées de crime par la Russie, ces livraisons d'armes empoisonnent les relations russo-ukrainiennes. Elles font également débat à Kiev : l'opposition a formé une commission d'enquête parlementaire, qui accuse le président Iouchtchenko d'avoir bradé des armes prélevées sur l'armée ukrainienne et d'avoir détourné l'argent<sup>19</sup>.

De fait, il faut replacer la rhétorique anti-russe dans le contexte politique ukrainien, où chaque camp instrumentalise la relation russo-ukrainienne. Ainsi, le Premier ministre Ioulia Timochenko, faute de s'être exprimée sur le conflit géorgien, a été accusée par ses adversaires de rechercher le soutien russe pour les prochaines élections. En janvier 2009, le Président Iouchtchenko lui a reproché d'avoir conclu avec Moscou un accord gazier défavorable à l'Ukraine, tandis qu'elle-même dénonçait les manœuvres de RosUkrEnergo, soutenu par l'entourage présidentiel.

De plus, la crise géorgienne a éclaté au début de la campagne annuelle de négociation des prix du gaz russe, dans laquelle l'affaiblissement diplomatique de la Russie pouvait servir Kiev. L'Ukraine a donc abondamment critiqué l'intervention russe en Géorgie. Puis, en engageant l'épreuve de force de décembre 2008 avec Gazprom, l'Ukraine a très probablement compté tirer profit de la dégradation de l'image internationale de la Russie après la guerre d'août. Plus généralement, la question du gaz dépasse les enjeux énergétiques. Le récent conflit gazier résulte de plusieurs facteurs : instabilité politique ukrainienne, contentieux sur la FMN<sup>20</sup>, exploitation par l'Ukraine de l'image internationale dégradée de la Russie, ainsi que l'intransigeance du monopole gazier Gazprom, à la recherche de refinancements dans un contexte de crise financière. En effet, endetté de 28,5 milliards de dollars, Gazprom a dû demander un prêt

---

<sup>17</sup> « Ehanurov : "konflikt v Gruzii uhudšil otnošeníâ Ukrainy i Rossii" » [Ehanurov : « Le conflit en Géorgie a détérioré les relations de l'Ukraine et de la Russie »], *RIA Novosti*, 11 septembre 2008, disponible sur <[www.rian.ru/politics/20080911/151195253.html](http://www.rian.ru/politics/20080911/151195253.html)>.

<sup>18</sup> Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la Russie du 11 septembre 2008, disponible sur :

<[www.in.mid.ru/brp\\_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/e66622f493aab739c32574c20038e5af?OpenDocument](http://www.in.mid.ru/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/e66622f493aab739c32574c20038e5af?OpenDocument)>.

<sup>19</sup> À ce sujet, voir « MID RF: Postavlââ oružie v Gruzii, Ukraina sozdaët ugrozu miru » [MAE russe : en fournissant des armes à la Géorgie, l'Ukraine menace la paix], *Komsomolskaâ pravda*, 1 novembre 2008, <[www.kp.ru/online/news/159998/](http://www.kp.ru/online/news/159998/)>. Voir aussi « Oružie s Lozovoj postavlâli v Gruzii » [Des armes de Lozovaâ ont été livrées en Géorgie], 26 septembre 2008, <<http://24.ua/news/show/id/67184.htm>>.

<sup>20</sup> La Russie paye le loyer du stationnement de la FMN à Sébastopol par extinction progressive de la dette gazière ukrainienne contractée avant 1997. Moscou a récemment refusé de négocier une hausse de loyer si l'Ukraine n'envisageait pas la prolongation du stationnement après 2017. Fin 2008, la dette était de 1,3 milliards de dollars, et le loyer (98 millions de dollars par an) ne peut être révisé qu'après l'extinction de la dette. « Ūšenko davit na Moskvu: stoimost' arendy dlâ Ĉernomorskogo flota možet vozrasti v 25 raz » [Iouchtchenko met la pression sur Moscou : le loyer pour la Flotte de la mer Noire peut être multiplié par 25], *Newsru.com*, 1<sup>er</sup> septembre 2008, disponible sur <[www.newsru.com/world/01sep2008/flot25.html](http://www.newsru.com/world/01sep2008/flot25.html)>.

de 5,5 milliards de dollars au Kremlin pour honorer ses prévisions d'investissement pour 2009<sup>21</sup>. Plus largement, les intérêts de Gazprom et du gouvernement russe sont liés. Non seulement leurs élites s'interpénètrent, mais le Kremlin subit durement la baisse du prix des hydrocarbures, dont ses revenus dépendent à 60 %. Le conflit apparaît donc essentiellement économique.

Les crises géorgienne et ukrainienne sont donc de nature différente, et peu liées entre elles, même si Kiev a tenté d'instrumentaliser la première pour marquer des points dans la seconde. Signe que le conflit géorgien n'a probablement pas vocation à se propager à l'Ukraine, Kiev et Moscou ont minimisé leurs dissensions sur la Crimée, qui abrite une forte minorité russe et les installations de la FMN<sup>22</sup>. Moscou compte également sur le manque d'unanimité de la population ukrainienne sur l'adhésion à l'OTAN<sup>23</sup> et sur les divisions de la classe politique ukrainienne, son meilleur atout.

## Quelles perspectives ?

La crise géorgienne a visiblement rendu l'Ukraine, la Géorgie et leurs partenaires de l'UE et de l'OTAN plus réalistes, concernant notamment le processus d'adhésion accéléré<sup>24</sup>. L'Ukraine reconnaît ne pas être prête et se limite à viser le MAP<sup>25</sup>. L'UE et l'OTAN confirment la vocation de Kiev et Tbilissi à les rejoindre, mais, devenues prudentes, ne souhaitent pas froisser inutilement la Russie. Le conflit gazier russo-ukrainien a aussi renforcé le pragmatisme de l'UE : l'Ukraine n'a réussi ni à l'impliquer dans cette querelle, ni à obtenir son soutien explicite, contrairement à la crise de 2006. Bruxelles a renvoyé les adversaires dos à dos. L'OTAN et l'UE hésitent désormais à intégrer des pays ayant un potentiel de conflit avec la Russie et une faiblesse de gouvernement. Ce ralentissement de l'intégration euro-atlantique pourrait apaiser les tensions entre la Russie et ces pays qui, malgré leurs déclarations violemment anti-russes, conservent avec Moscou des liens réels.

Ainsi, Moscou et Tbilissi continuent d'entretenir des relations – commerciales notamment – quoique la Géorgie ait décidé de réduire ses importations depuis la Russie. Malgré l'embargo sur le vin géorgien depuis 2006, Moscou est le 5<sup>ème</sup> partenaire mondial de Tbilissi, avec un volume d'échanges de 529,8 millions de dollars entre janvier et

<sup>21</sup> « Gazprom remporte une première victoire sur l'Ukraine », *Les Echos*, 31 décembre 2008, <[www.lesechos.fr/info/energie/4814130-gazprom-remporte-une-premiere-victoire-sur-l-ukraine.htm](http://www.lesechos.fr/info/energie/4814130-gazprom-remporte-une-premiere-victoire-sur-l-ukraine.htm)>.

<sup>22</sup> Entretien avec un diplomate ukrainien, décembre 2008.

<sup>23</sup> Selon un sondage de l'Institut de transformation de la société de décembre 2008, 59 % de la population refuse l'adhésion. Voir : <[www.kyivpost.com/nation/31990/print](http://www.kyivpost.com/nation/31990/print)>.

<sup>24</sup> Kiev s'est aperçue, selon O. Antonenko, que le « processus d'adhésion comportait beaucoup de risques et peu de garanties », *op. cit.* [15], p. 34. L'OTAN, elle, marque le pas : « L'OTAN "fatiguée de s'élargir" », RIA Novosti, 26 janvier 2009.

<sup>25</sup> Entretien avec un diplomate ukrainien, décembre 2008.

octobre 2008, identique à celui de la même période en 2007<sup>26</sup>. En outre, les investissements russes en Géorgie restent notables dans l'énergie, la finance ou les télécommunications<sup>27</sup>. Enfin, les 250 000 Géorgiens résidant en Russie obligent Moscou et Tbilissi à maintenir des canaux de dialogue<sup>28</sup>. Des liens subsistent donc entre les deux pays, même si la Géorgie s'en défend<sup>29</sup>.

En dépit d'une apparente dégradation, les relations russo-ukrainiennes restent, en réalité, assez étroites. Outre le Traité d'amitié, de coopération et de partenariat de 1997, prolongé de dix ans le 1<sup>er</sup> octobre 2008, les deux pays entretiennent des relations économiques importantes : la Russie est le premier partenaire commercial de l'Ukraine, avec un volume d'échanges supérieur à celui de l'Ukraine avec l'ensemble de l'Asie. Entre janvier et août 2008, les échanges russo-ukrainiens représentent 25,4 milliards de dollars<sup>30</sup>. En outre, Moscou et Kiev coopèrent militairement : premier partenaire de l'Ukraine pour les importations d'armement, Moscou absorbe le quart des ventes ukrainiennes. L'Ukraine fait également partie du système intégré de défense antiaérienne de la CEI et s'est engagée, en octobre 2008, à développer un commandement unifié dans ce domaine. Enfin, l'Ukraine est membre, avec la Russie et trois autres pays, de la Force navale de la mer Noire (*Blackseafor*) ; elle a participé au dernier exercice d'avril 2008. Moscou et Kiev effectuent également des exercices navals antiterroristes en mer Caspienne.

Les relations russo-géorgiennes sont aujourd'hui très compromises, tant la Géorgie est devenue un enjeu et un point de friction entre la Russie et différents acteurs extra-régionaux. Les relations russo-ukrainiennes pourraient évoluer plus favorablement, si l'on considère la réalité du conflit gazier – excessivement instrumentalisé, les liens subsistant entre les deux pays et l'absence de consensus pro-occidental en Ukraine. Le conflit géorgien n'a pas radicalement modifié cette relation, et semble peu susceptible de s'étendre à l'Ukraine.

---

<sup>26</sup> Ministère du développement économique de la Fédération de Russie, <[www.economy.gov.ru](http://www.economy.gov.ru)>.

<sup>27</sup> *Ibid.* Entre janvier et mars 2008, la Russie est le 5<sup>ème</sup> investisseur (34 millions de dollars), juste derrière les États-Unis (38,4 millions de dollars). Les investisseurs russes détiennent 90 % du combinat chimique « Azot », 75 % de la compagnie d'énergie « Telaci », ou encore une des premières banques géorgiennes, VTB.

<sup>28</sup> Toutes les données démographiques de cet article additionnent nationalité et citoyenneté. Source : recensement 2002, disponible sur : <[www.perepis2002.ru](http://www.perepis2002.ru)>.

<sup>29</sup> Entretien avec un diplomate géorgien, décembre 2008.

<sup>30</sup> Service fédéral de statistique de Russie Rosstat <[www.gks.ru](http://www.gks.ru)>.

## Azerbaïdjan et Arménie : les funambules

---

La crise géorgienne touche doublement l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Situés dans le Caucase, ils sont confrontés comme la Géorgie à un conflit gelé, le Haut-Karabakh. Ce contentieux territorial rend Bakou et Erevan indissociables pour le traitement des questions régionales. Ainsi la Russie, alliée de l'Arménie, doit aussi ménager l'Azerbaïdjan. Contrairement à Tbilissi, Bakou et Erevan recherchent l'équilibre entre la Russie et l'Occident, mais avec des approches différentes : « politique de complémentarité » pour l'Arménie, « diplomatie multivectorielle » pour Bakou.

### *Coopération avec l'Occident*

En premier lieu, ces pays coopèrent activement avec divers acteurs occidentaux. Membres du PpP, Bakou et Erevan disposent d'un IPAP et participent aux exercices de l'OTAN, sans toutefois viser l'adhésion à l'Alliance atlantique. En réalité, l'Azerbaïdjan coopère plus étroitement que l'Arménie avec les États-Unis, qui le courtisent pour sa situation géographique privilégiée. Riverain de la Caspienne riche en hydrocarbures, voisin de l'Iran, Bakou peut ainsi faire monter les enchères avec la Russie. L'Azerbaïdjan accueille deux stations radar et un contingent américains, mais dose soigneusement la pénétration américaine, pour ne pas devenir la plate-forme de départ d'une éventuelle attaque contre l'Iran.

Au niveau politico-économique, l'Arménie et l'Azerbaïdjan participent à la PEV, et se déclarent intéressés par le Partenariat oriental. Toutefois, contrairement à Bakou, Erevan ne souhaite pas devenir membre de l'Union<sup>31</sup>.

Outre cette coopération avec l'Occident, les deux pays maintiennent un équilibre en développant des relations avec la Russie, mais avec des motivations et des méthodes différentes.

---

<sup>31</sup> Entretien avec un diplomate arménien, décembre 2008.

## L'allié arménien

La « politique de complémentarité » d'Erevan s'appuie surtout sur un partenariat étendu avec la Russie, non remis en cause par l'alternance présidentielle arménienne de mars 2008. Cette politique découle notamment du blocus du pays par l'Azerbaïdjan et la Turquie depuis 1994. L'Arménie maintient une importante coopération militaire avec Moscou : accueillant gratuitement une des plus importantes bases russes à l'étranger (environ 4 500 hommes à Gumri), Erevan délègue à la Russie la garde de ses frontières turque et iranienne. Plus généralement, l'Arménie considère l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), menée par la Russie, comme le seul garant de sa sécurité<sup>32</sup>, y compris contre une éventuelle agression de l'Azerbaïdjan<sup>33</sup>. Symboles de l'équilibre entre alliances militaires, les exercices *Cooperative Longbow / Lancer* (OTAN) et *Rubezh 2008* (OTSC) se sont déroulés sur le territoire arménien à un mois d'intervalle.

Sur le plan économique, la Russie reste le premier partenaire commercial de l'Arménie avec un volume d'échanges de 700 millions de dollars pour 2007, en hausse de 60 % depuis 2005<sup>34</sup>. Avec un stock d'investissement en Arménie s'élevant à environ 1 milliard de dollars pour 2008, les investisseurs russes contrôlent, notamment, les chemins de fer arméniens, ou encore 90 % de l'opérateur de téléphonie mobile Armentel. La Russie fournit à l'Arménie le combustible nucléaire pour sa centrale de Metsamor, ainsi que du gaz. En vertu de l'accord « dette gazière contre actifs », la Russie détient depuis 2003 divers centres de recherche arméniens<sup>35</sup>. Certains d'entre eux, comme le Centre d'études et de recherches sur les systèmes automatisés de gestion d'Erevan, étaient spécialisés dans des projets militaires (systèmes de contrôle des forces navales) pendant la période soviétique. Il en résulte une forte dépendance, assumée par Erevan, de l'économie arménienne à la Russie<sup>36</sup>. Considérée comme le premier allié de la Russie, l'Arménie reste toutefois très dépendante de la Géorgie, par laquelle passe 80 % de son commerce extérieur<sup>37</sup>.

Fidèle à sa politique étrangère, Erevan a privilégié l'équilibre pendant la crise géorgienne : le président Sarkissian a d'abord présenté

---

<sup>32</sup> *Idem.*

<sup>33</sup> Déclaration du ministre de la Défense de l'Arménie disponible sur <[www.armenianembassy.ru/?&lang=ru&display=news&nid=109&catid=24](http://www.armenianembassy.ru/?&lang=ru&display=news&nid=109&catid=24)>.

<sup>34</sup> « Arménie-Russie : nouveau souffle pour la coopération commerciale et informationnelle », RIA Novosti, 6 février 2008, <[fr.rian.ru/business/20080206/98527573.html](http://fr.rian.ru/business/20080206/98527573.html)>.

<sup>35</sup> A. Makarkine, « L'Arménie, le plus proche partenaire de la Russie dans l'espace post-soviétique », 5 janvier 2007, Institut Tchobanian, consultable sur <[eo.tchobanian.org/protected/communiqu000100a7.html](http://eo.tchobanian.org/protected/communiqu000100a7.html)>.

<sup>36</sup> Interview du ministre des Affaires étrangères, *Rech' Pospolita*, mars 2008, disponible sur <[www.armenianembassy.ru/?&lang=ru&display=news&nid=64&catid=24](http://www.armenianembassy.ru/?&lang=ru&display=news&nid=64&catid=24)>.

<sup>37</sup> Pour une étude approfondie de la relation russo-arménienne, voir G. Minassian, « L'Arménie, avant-poste de la Russie au Caucase ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 27, février 2008.



ses condoléances à la Russie, puis à la Géorgie le lendemain, le 14 août. L'Arménie n'a pas soutenu ouvertement la Russie et a écarté toute reconnaissance de l'indépendance du Haut-Karabakh, afin de ne pas relancer les hostilités. Erevan a ensuite condamné l'usage de la force, affirmant qu'un pays qui augmente son budget militaire, viole les accords de limitation des armements et menace de rompre un cessez-le-feu « doit recevoir une réponse rapide et ferme »<sup>38</sup>. Ce discours ambivalent pouvait aussi bien stigmatiser la Géorgie qu'être un avertissement pour l'Azerbaïdjan.

L'Arménie semble sortir bénéficiaire de la crise géorgienne : elle a pu maintenir de bonnes relations avec les deux belligérants, leur proposant même ses bons offices<sup>39</sup>. Elle pourrait aussi profiter du coup porté à la réputation géorgienne de pays fiable pour les investissements étrangers et le transit des hydrocarbures, qui avait amené l'Occident, Bakou et Ankara à privilégier des solutions de transport contournant l'Arménie : l'UE et les États-Unis ont même évoqué le passage du pipeline Nabucco par l'Arménie. L'un des effets de la guerre de Géorgie, renforcé par la crise financière, est donc le retour à plus de réalisme dans les projets économiques, avec l'abandon de projets « avant tout idéologiques et économiquement douteux »<sup>40</sup>. Enfin, Erevan pourrait connaître un certain désenclavement, avec le récent début de normalisation arméno-turque, d'ailleurs encouragée par la Russie<sup>41</sup>.

Ainsi, la crise géorgienne a permis à l'Arménie de renforcer ses liens avec Moscou, qui voit plus que jamais dans ce pays son allié le plus solide dans le Caucase. La politique d'équilibre d'Erevan apparaît plus lisible que celle de son rival azerbaïdjanais.

## L'Azerbaïdjan

Par contraste avec l'Arménie, la « politique multivectorielle » de Bakou semble davantage avoir pour but d'échapper à la tutelle russe. Certes, Moscou et Bakou ont un partenariat stratégique, notamment dans le domaine militaire, concrétisé par la Déclaration du 3 juillet 2008<sup>42</sup>. La Russie loue à l'Azerbaïdjan la station radar de veille anti-missiles de Gabala, que V. Poutine a proposé de mettre à la disposition des États-Unis en 2007, pour éviter le déploiement de radars en Europe orientale. Russie et Azerbaïdjan réalisent des exercices militaires communs en mer Caspienne, quoique le projet russe de *Caspian Force*, lancé en 2004, semble à l'arrêt. Dans les faits, la relation russo-azerbaïdjanaise est surtout

<sup>38</sup> Allocution du président Sarkissian devant l'Assemblée générale des Nations unies, 25 septembre 2008, disponible sur <[www.un.org/ga/63/generaldebate/pdf/armenia\\_en.pdf](http://www.un.org/ga/63/generaldebate/pdf/armenia_en.pdf)>.

<sup>39</sup> Interview de S. Sarkissian, *Regnum*, 19 novembre 2008, consultable sur <[www.regnum.ru/news/1086190.html](http://www.regnum.ru/news/1086190.html)>.

<sup>40</sup> Entretien avec un chercheur de l'Institut d'Etat des Relations internationales de Moscou (MGIMO), décembre 2008.

<sup>41</sup> Voir à ce sujet G. Minassian, «Grandes manœuvres au Caucase du Sud », *Politique étrangère*, n° 4, 2008, p. 775-787.

économique : le montant des échanges représente 1,7 milliards de dollars en 2007, et progresse de 56 % entre janvier et septembre 2008<sup>43</sup>. La Russie est le premier partenaire commercial de l'Azerbaïdjan, qui présente des perspectives pour les capitaux russes, dans l'automobile, l'aluminium ou les télécommunications. Enfin, les deux pays sont liés par la présence de 800 000 Azéris en Russie, la première communauté immigrée du pays.

Malgré ces liens, Bakou souhaite garder son indépendance envers Moscou, volonté particulièrement sensible depuis la mi-2007, quand l'Azerbaïdjan a commencé à exploiter le gisement de gaz de *Shah Deniz*. De client de la Russie, le pays est devenu vendeur, et même concurrent potentiel de Moscou. Pour éviter l'exportation de gaz azerbaïdjanais *via* le futur gazoduc Nabucco, la Russie propose, à la mi-2008, d'acheter le gaz au tarif européen, selon des contrats plus favorables qu'avec l'UE. Muni désormais du levier énergétique, l'Azerbaïdjan s'affirme. Bakou, dès novembre 2007, exprime à Moscou son mécontentement quant aux relations russo-arméniennes et au manque d'intérêt russe pour la question du Haut-Karabakh. Dans le passé, l'Azerbaïdjan a explicitement souhaité montrer son autonomie vis-à-vis de Moscou, en cofondant le GUAM. En 2006, quand Moscou cesse d'approvisionner Tbilissi en gaz, Bakou fournit la Géorgie. Mikhaïl Saakachvili affirme alors que « le peuple géorgien ne l'oubliera jamais » et consacre l'Azerbaïdjan « garant de l'indépendance » de son pays<sup>44</sup>.

Pourtant, l'Azerbaïdjan a réagi *a minima* aux événements d'août. Le président Aliiev est resté aux Jeux olympiques de Pékin, son ministère des Affaires étrangères se contentant de réaffirmer le principe d'intangibilité des frontières de la Géorgie. Seul le député et secrétaire exécutif du parti au pouvoir, Mubariz Gourbanly, a qualifié de « justifiées »<sup>45</sup> les actions militaires géorgiennes. Si la guerre n'a pas radicalement modifié les relations russo-azerbaïdjanaises, la Russie considère l'Azerbaïdjan comme un partenaire peu fiable, susceptible d'être le prochain État du Caucase à basculer en faveur de l'Occident, si la Géorgie entrait dans l'OTAN<sup>46</sup>.

Sans changer significativement les relations bilatérales de Bakou et Erevan avec Moscou, la guerre russo-géorgienne a plutôt accéléré des tendances déjà perceptibles avant août 2008. En revanche, son effet sur le conflit gelé du Haut-Karabakh est notable.

---

<sup>42</sup> Site du Kremlin : <[www.kremlin.ru/events/articles/2008/07/203572/203565.shtml](http://www.kremlin.ru/events/articles/2008/07/203572/203565.shtml)>.

<sup>43</sup> « Russie-Azerbaïdjan: des échanges en forte progression », RIA Novosti, 16 septembre 2008, disponible sur <[fr.rian.ru/business/20080916/116842790.html](http://fr.rian.ru/business/20080916/116842790.html)>.

<sup>44</sup> « Sosedii Gruzii: do i posle "pâtidnevnoj vojny" » [Les voisins de la Géorgie : avant et après la « Guerre des Cinq Jours »], 22 août 2008, consultable sur <[www.dialogs.org.ua/issue\\_full.php?m\\_id=13373](http://www.dialogs.org.ua/issue_full.php?m_id=13373)>.

<sup>45</sup> « Vlasti Azerbajdzana podderzivaût Gruzii v konflikte s Úžnoj Osetiej » [Le pouvoir azerbaïdjanais soutient la Géorgie dans le conflit avec l'Ossétie du Sud], 9 août 2008, disponible sur <[www.kavkaz-uzel.ru/newstext/news/id/1226899.html](http://www.kavkaz-uzel.ru/newstext/news/id/1226899.html)>.

<sup>46</sup> Selon l'analyse de V. Zaharov, « Politika NATO v gosudarstvah Zakavkaz'â i problemy bezopasnosti Rossii » [Politique de l'OTAN dans les États de Transcaucasie et problèmes de sécurité de la Russie], *Mir Peremen*, n° 4, décembre 2008, p. 6.

## La relance du processus de paix

Le Haut-Karabakh, situé dans les frontières azerbaïdjanaises, fait sécession pendant la guerre arméno-azerbaïdjanaise de 1994. La majorité arménienne proclame une République du Haut-Karabakh (RHK), soutenue par Erevan, amputant l'Azerbaïdjan d'environ 15 % de son territoire. Depuis, la question sous-tend la politique étrangère de Bakou, qui accuse la Russie de soutenir l'Arménie. Or, la crise en Géorgie a montré qu'un « conflit gelé » pouvait dégénérer en confrontation armée. C'est pourquoi l'Arménie a immédiatement voulu désamorcer une conflagration. Premièrement, elle a découragé d'éventuels espoirs de reconnaissance de la RHK ; deuxièmement, elle a fait de la diplomatie préventive, en soulignant les parallèles entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan (même rhétorique nationaliste de reconquête des territoires séparatistes, même hausse spectaculaire du budget militaire, etc).<sup>47</sup>

L'Azerbaïdjan, lui, a compris que les discours agressifs pouvaient déboucher sur un conflit ouvert. Or, Bakou ne pouvait vraisemblablement compter ni sur le soutien russe, Moscou étant l'allié d'Erevan, ni sur le soutien de l'Occident. Ce dernier, critique sur les manquements de Bakou aux droits de l'homme, n'est pas prêt à considérer l'Azerbaïdjan comme une « petite nation courageuse, [...] une toute petite démocratie »<sup>48</sup>, comparable à la Géorgie. En outre, I. Aliev était peu désireux de se lancer dans une confrontation internationale avant les élections présidentielles d'octobre 2008, car un revers militaire aurait signifié la chute du pouvoir.

La Russie, pour sa part, s'est à nouveau investie dans la résolution du conflit du Haut-Karabakh. Les motivations de Moscou font débat : selon certains, Moscou participe aux négociations pour les ralentir, afin de servir ses intérêts, car l'instabilité contrôlée du Caucase empêche l'adhésion des États de la région à l'OTAN et à l'UE<sup>49</sup>. D'autres estiment que cette initiative russe relève d'un plan pour écarter les acteurs extra-régionaux du processus de paix dans le Caucase<sup>50</sup>. La relance du processus permet surtout à Moscou d'éviter l'engagement dans un deuxième conflit, mais également de se « racheter », en promouvant ostensiblement des solutions négociées. Les pourparlers redémarrent donc : le 2 novembre 2008, les présidents Sarkissian et Aliev se rencontrent à Moscou et paraphent, pour

<sup>47</sup> Entre 2004 et 2008, le budget militaire géorgien est passé de 90 M\$ à 1 Md\$. « Ćem voÛet Gruzia » [A quoi la Géorgie fait-elle la guerre], Rosbalt.ru, 11 août 2008, disponible sur <[www.rosbalt.ru/2008/08/11/512568.html](http://www.rosbalt.ru/2008/08/11/512568.html)>. L'Azerbaïdjan, pour la même période, a augmenté son budget de 150 M\$ à 1,3 Md\$. Voir « Il'ham Aliev sĉitaet nuŹnym dovesti voennye rashody Azerbajdzana do 2 milliardov dollarov » [Ilham Aliev estime nécessaire de porter la dépense militaire de l'Azerbaïdjan à 2 Md\$], *Interfax. Az*, 15 avril 2008, disponible sur :

<[www.interfax.az/index2.php?option=com\\_content&task=view&id=19455&pop=1&page=0&Itemid=9](http://www.interfax.az/index2.php?option=com_content&task=view&id=19455&pop=1&page=0&Itemid=9)>.

<sup>48</sup> J. McCaine, à propos de la Géorgie, discours du 12 août 2008, disponible sur <[www.boston.com/news/politics/politicalintelligence/2008\\_août\\_mccain\\_we\\_are\\_a.html](http://www.boston.com/news/politics/politicalintelligence/2008_août_mccain_we_are_a.html)>.

<sup>49</sup> S. Grigorian, *Svobodanews.ru*, 2 octobre 2008, <[www.svobodanews.ru/transcript/2008/10\\_février\\_20081002141745013.html](http://www.svobodanews.ru/transcript/2008/10_février_20081002141745013.html)>.

<sup>50</sup> G. Minassian, *op. cit.* [41].

la première fois depuis quatorze ans, une déclaration commune. La période paraît favorable car les deux présidents, élus en 2008, bénéficient d'une certaine liberté d'action pour les deux ou trois ans à venir<sup>51</sup>.

---

<sup>51</sup> Entretien avec un diplomate arménien, décembre 2008.

## Moldavie et Biélorussie : changement de cap

---

Avant août 2008, les deux pays entretiennent avec la Russie des relations bien définies : plutôt mauvaises pour la Moldavie, confrontée à un conflit gelé dont Moscou est partie prenante, plutôt bonnes pour la Biélorussie, considérée comme le pays le plus proche de la Russie. Toutefois, la guerre de Géorgie a apparemment changé la donne : la Moldavie se rapproche de la Russie tandis que la Biélorussie prend ses distances.

### *Le rapprochement moldave*

Les relations russo-moldaves sont conflictuelles depuis 1992, quand la république autoproclamée de Transnistrie a échappé au contrôle de Chisinau<sup>52</sup>. Moscou aide la Transnistrie en y entretenant une force d'environ 1 500 hommes, dont 350 appartiennent à une force de maintien de la paix imposée à la Moldavie. Présence russe et réintégration de la république séparatiste : ces questions ont dégradé les relations russo-moldaves, poussant Chisinau à diversifier ses alliances. Membre-fondateur du GUAM, la Moldavie est également membre du PpP, a signé un IPAP et participe à des exercices de l'OTAN, tout en affirmant ne pas vouloir y adhérer<sup>53</sup>.

Les relations russo-moldaves se tendent particulièrement fin 2003, quand le président moldave Voronine refuse de signer le mémorandum Kozak, sous la pression de l'Occident<sup>54</sup>. Ce document, élaboré par la Russie, prévoyait pour la Moldavie une organisation confédérale avec la garantie de Moscou. La Russie soumet alors Chisinau à un embargo (sur les produits agricoles, dont le vin) dès mars 2006. Les relations russo-moldaves s'améliorent graduellement dès la mi-2007. Moscou lève ses sanctions en octobre 2007, contre la promesse moldave de reprendre les pourparlers sur la Transnistrie. Puis le gouvernement moldave, tout en poursuivant son rapprochement avec l'UE entamé en 2005 (une demande d'adhésion est adressée à Bruxelles en décembre 2008), se tourne vers la Russie courant 2008. En mai, la Russie affirme qu'elle garantira l'intégrité

---

<sup>52</sup> C. Urse, « Solving Transnistria: Any Optimists Left ? », *Connections*, vol. VII, n° 1, printemps 2008, p. 57-75.

<sup>53</sup> Entretien avec un ex-conseiller de l'OSCE en Moldavie, décembre 2008.

<sup>54</sup> Voir D. Lynch, « Voisinage commun ou nouvelle ligne de front ? Le carrefour de la Moldavie », *Russie.Nei.Visions*, n° 2, avril 2005.

territoriale de la Moldavie, si celle-ci abandonne l'adhésion à l'OTAN et s'éloigne du GUAM. Fin mai, Chisinau adopte une loi interdisant l'adhésion du pays à une alliance militaire, et V. Voronine s'abstient de participer au sommet du GUAM de juillet 2008.

Dans ce contexte, le conflit géorgien a un double retentissement pour la Moldavie. D'abord, Chisinau accentue son rapprochement avec Moscou. Certes, Chisinau se prononce contre l'indépendance des deux républiques séparatistes de Géorgie : les exemples ossète et abkhaze ne doivent pas s'étendre à la Transnistrie. Cela suscite l'irritation de Moscou et le raidissement du président de la république de Transnistrie Igor Smirnov<sup>55</sup>. Mais Chisinau donne des gages à Moscou, en suspendant sa participation au GUAM le 13 octobre, au motif que l'organisation est « [dirigée] contre d'autres États » et qu'« aucun projet n'[y] a été mené à bien »<sup>56</sup>. Deuxième effet de la guerre d'août : la reprise du processus de paix en Transnistrie, sous l'égide de la Russie. Dès le 25 août, Dmitri Medvedev reçoit V. Voronine à Sotchi et déclare : « Les événements d'Ossétie du Sud ont montré combien peut être dangereux le potentiel d'affrontement contenu dans les conflits gelés. C'est un avertissement sérieux pour tous. J'estime que dans ce contexte nous devons étudier les autres conflits »<sup>57</sup>. De son côté, V. Voronine – cherchant peut-être un soutien russe pour les élections législatives de mars 2009 – appelle la Russie à « prendre l'initiative de régler le problème en Transnistrie »<sup>58</sup>.

De fait, la Russie se réinvestit dans le processus de paix. Elle contraint Igor Smirnov à lever son moratoire sur les négociations, décrété après la guerre de Géorgie. L'accord de principe sur la reprise des pourparlers marque une avancée pour un processus jusqu'ici figé. La Russie peut ainsi, *primo*, montrer qu'elle promeut la paix, et, *secundo*, réintroduire une nouvelle version du plan Kozak, malgré des déclarations d'intention concernant la nécessité du format « 5 + 2 » de l'OSCE<sup>59</sup>. En consacrant le rejet de ce format, la rencontre Voronine-Smirnov du 24 décembre 2008 renforce la Russie comme médiateur.

Dans la configuration actuelle, Moscou semble donc peu susceptible de réitérer un scénario géorgien en Moldavie, mais revendique au contraire une diplomatie active, axée sur la médiation et la résolution pacifique des conflits, tout en relançant la réflexion sur l'architecture de sécurité européenne.

---

<sup>55</sup> Une source du ministère des Affaires étrangères russes qualifie « d'inamicales » les déclarations de V. Voronine : « Moment istiny dlâ prezidenta Voronina » [Moment de vérité pour le président Voronine], *Nezavisimaâ Gazeta*, 2 septembre 2008, <[www.ng.ru/cis/2008-09-02/8\\_voronin.html](http://www.ng.ru/cis/2008-09-02/8_voronin.html)>.

<sup>56</sup> « Blokirovanie Moldaviej dokumentov GUAM – lučše, čem vyhod iz sostava ètoj organizacii » [Le blocage de documents du GUAM par la Moldavie vaut mieux qu'une sortie de cette organisation], *Regnum.ru*, 13 octobre 2008, <[www.regnum.ru/news/1069163.html](http://www.regnum.ru/news/1069163.html)>.

<sup>57</sup> « Medvedev i Voronin obsudili pridnestrovskuû problemu » [Medvedev et Voronine ont discuté du problème transnistrien], *Moskovskij Kosomolec*, 25 août 2008, <[www.mk.ru/26430/26430.html](http://www.mk.ru/26430/26430.html)>.

<sup>58</sup> « Moldavie-Transnistrie: la Russie doit participer au règlement de la situation (Voronin) », RIA Novosti, 13 octobre 2008, <[www.fr.rian.ru/world/20081013/117696657.html](http://www.fr.rian.ru/world/20081013/117696657.html)>.

<sup>59</sup> Entretien avec un diplomate moldave, décembre 2008.

## La surprise biélorusse

La Biélorussie est réputée être le plus proche allié de la Russie dans l'espace post-soviétique. Les échanges avec la Russie, premier partenaire commercial de Minsk, représentent 49,2 % du commerce extérieur biélorusse, soit 26 milliards de dollars pour l'année 2007<sup>60</sup>. Sur le plan militaire, ces pays appartiennent à l'OTSC et ont créé un « commandement de forces régional », pour mutualiser les procédures, la formation des cadres ou la recherche scientifique militaire. Les académies russes forment annuellement environ 200 militaires biélorusses, aux frais de Moscou. La Biélorussie, elle, accueille une station radar et une station de transmissions destinée au commandement des sous-marins lanceurs d'engins nucléaires russes. Enfin, les deux pays étudient la création d'un commandement de défense aérienne unifié.

Plus généralement, Minsk et Moscou poursuivent, depuis 1996, un processus d'intégration régionale. L'Union Russie-Biélorussie doit posséder, à terme, une direction et une monnaie uniques, une constitution et des forces armées sous commandement unifié<sup>61</sup>. Mais l'intégration achoppe sur la nationalité des dirigeants des futures institutions unifiées. L'adoption d'une constitution a été repoussée plusieurs fois, les parties s'accusant mutuellement de violations de l'égalité de traitement des acteurs économiques. Le processus s'avère donc erratique.

Cependant, les deux pays s'appuient réciproquement, surtout sur le plan international : Moscou soutient le régime biélorusse contre les accusations de dictature venues d'Occident<sup>62</sup>, et Minsk appuie la Russie, par exemple, contre le déploiement de systèmes anti-missiles américains en Europe orientale. Ces relations n'ont véritablement été tendues qu'en 2006, au sujet du prix des hydrocarbures russes vendus à Minsk.

Dans ces conditions, la réaction biélorusse aux événements de Géorgie crée la surprise. En effet, il faut attendre un communiqué de l'ambassadeur de Russie en Biélorussie, qui s'étonne du « silence pudique » de Minsk sur le conflit russo-géorgien, pour que Loukachenko envoie ses condoléances à Moscou, le 13 août. Le président biélorusse affirme ensuite que « la Russie n'avait pas d'autre choix » en Géorgie, mais ne reconnaît pas l'indépendance des deux républiques caucasiennes autoproclamées. Il semble plutôt vouloir gagner du temps, affirmant attendre l'avis du parlement biélorusse et une demande officielle des autorités ossètes et abkhazes.

---

<sup>60</sup> Site du Comité exécutif de l'arrondissement de Vitebsk : <[www.vitebsk.vitebsk-region.gov.by/ru/news/republic/?id=1372](http://www.vitebsk.vitebsk-region.gov.by/ru/news/republic/?id=1372)>.

<sup>61</sup> Entretien avec un diplomate biélorusse, décembre 2008.

<sup>62</sup> V. Silitski analyse le soutien réciproque des deux pays : « Belarus and Russia, Comrades-in-Arms in Preeempting Democracy », *Political Trends in the new Eastern Europe: Ukraine and Belarus*, juin 2007.

En fait, la nature des relations russo-biélorusses évolue visiblement, quoique la Biélorussie le conteste<sup>63</sup>. Ainsi, Minsk paraît vouloir sortir de son isolement : A. Loukachenko et son président du parlement Vadim Popov déclarent, en octobre, qu'il faut développer les relations avec la Géorgie. Le leader biélorusse, dans une interview ambiguë au *Financial Times*, appelle l'Occident à faire contrepoids à la Russie dans l'espace post-soviétique<sup>64</sup>. Surtout, Minsk se rapproche de l'UE : Bruxelles lève le 13 octobre 2008 les restrictions de visas contre 41 dirigeants biélorusses, dont A. Loukachenko, et les deux parties envisagent la conclusion d'accords commerciaux. Selon A. Loukachenko, la Biélorussie « vole avec deux ailes, la Russie et l'Europe »<sup>65</sup>. Toujours en octobre, le président effectue une visite surprise à Moscou, suivie d'un report de la session du Conseil d'État de l'Union Russie-Biélorussie. Cette session devait examiner plusieurs questions décisives pour l'intégration accrue dans l'Union. Or, cette dernière pourrait servir au « blanchiment » de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, dont l'adhésion est techniquement possible, avant un éventuel rattachement à la Russie. Cela requiert la reconnaissance de leur indépendance par Minsk, qui dispose ainsi d'un levier face à Moscou.

Les événements traduisent une volonté biélorusse de répondre favorablement à l'UE, qui désire désolidariser Minsk de la Russie. Toutefois, la crise géorgienne s'inscrit dans une relation russo-biélorusse complexe, faite de marchandages permanents. Montrant son indépendance sur la question géorgienne et répondant aux avances européennes, Minsk veut prendre l'avantage sur Moscou, notamment dans les négociations sur le gaz russe. La Biélorussie semble aujourd'hui un partenaire moins fiable pour la Russie, tant ses élites sont imprévisibles. Néanmoins, ces dernières restent peu fréquentables pour l'Occident et ont donc besoin du soutien de Moscou. Le Partenariat oriental pourrait profiter du besoin d'ouverture – économique notamment – de la Biélorussie.

---

<sup>63</sup> Entretien avec un diplomate biélorusse, décembre 2008.

<sup>64</sup> S. Wagstyl, « "Last Dictator" Looks West But Feels Potency of the East » [Le "dernier dictateur" regarde vers l'Occident mais sent la puissance russe], *The Financial Times*, 19 septembre 2008.

<sup>65</sup> « Lukašenko otrastil kryl'ja » [Loukachenko s'est fait pousser des ailes], *Vzglád*, 20 octobre 2008, <<http://vz.ru/politics/2008/10/20/220991.html>>.



## Conclusion

---

L'intervention russe en Géorgie permet de tirer quatre enseignements quant aux relations entre la Russie et ses voisins du Partenariat oriental.

Premièrement, la guerre d'août 2008 n'a pas modifié radicalement les relations bilatérales de la Russie avec ces républiques ex-soviétiques. Elle a plutôt amplifié des tendances existantes, sans bouleverser les liens objectifs entre Moscou et ces pays. Le conflit de Géorgie, essentiellement politique, limité aux contentieux russo-géorgiens, n'annonce vraisemblablement pas un recours généralisé à la contrainte dans la politique étrangère russe. Les réactions à la crise ont aussi été conditionnées par d'autres facteurs, énergétiques notamment : cela explique la réaction démonstrative de l'Ukraine, ou celle, plus inattendue, de la Biélorussie.

Ensuite, la crise a démontré l'autonomie des États post-soviétiques envers la Russie, concrétisée par leur refus de reconnaître l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Ceci peut être considéré comme un échec de la diplomatie russe, mais aussi comme le signe que Moscou n'a, aujourd'hui, ni la volonté, ni le pouvoir de contraindre ses voisins. Néanmoins, cela montre aussi que la Russie, incapable de fédérer d'autres pays dans les instances internationales, a une capacité d'attraction (*soft power*) réduite.

Troisièmement, l'après-crise géorgienne est marquée par une nouvelle ambition diplomatique russe, caractérisée par l'implication dans les processus de paix de Transnistrie et du Haut-Karabakh, ou par les propositions de D. Medvedev pour une nouvelle architecture de sécurité européenne. Dans quel but ? Moscou souhaite, d'abord, atténuer le déficit d'image dû à sa manifestation de *hard power* d'août 2008, avant de concurrencer l'influence américaine dans l'espace post-soviétique. Cela exige un retour dans le système international en tant « qu'actionnaire responsable », surtout au vu du coût financier et diplomatique du conflit géorgien, sur fond de crise économique. Pour ces raisons, les aventures armées de la Russie semblent désormais peu probables, mais la crise devrait exacerber l'intransigeance russe sur le plan économique, comme le montre la crise gazière avec l'Ukraine en janvier 2009.

Enfin, cette crise a surtout eu un impact sur l'espace post-soviétique, qui semble connaître une nouvelle dynamique. Premièrement, concernant les conflits gelés : même si les territoires séparatistes de Géorgie sont dans l'impasse, le règlement des autres conflits (Transnistrie, Haut-Karabakh) avance de nouveau, après plusieurs années de stagnation. D'ailleurs, en montrant que la violence n'avait pas disparu de la région, la crise a eu un effet dissuasif et stabilisateur, notamment sur

l'Azerbaïdjan. Deuxièmement, au réinvestissement diplomatique russe dans la zone répond un effort occidental renforcé, notamment *via* le Partenariat oriental. Proposant un cadre multilatéral inédit, le *Partenariat* devrait concurrencer celui de la CEI, et amener les pays concernés à reconsidérer leur positionnement entre Russie et Occident. Au risque de créer de nouvelles tensions avec Moscou, qui peine à proposer une alternative au modèle européen.